[Text]

tainly bringing that expertise to the world in terms of IDRC, the International Development Research Centre, which is a Canadian crown corporation. It is providing that expertise in a number of third world countries, and fairly successfully, I believe.

Senator Molgat: I have a question regarding the freshwater fish industry. You mentioned that when you were the minister you had an inquiry into this. Were the fishermen involved in those discussions?

Mr. McGrath: Yes. As a matter of fact, the person who ended up the inquiry is now the Minister of Fisheries. He was my parliamentary secretary. So perhaps you should have him before this committee. He certainly touched base with the fishermen and the producers. When he finished his study, we had a formal meeting with the four provincial governments, and we were coming to the conclusion that this crown corporation should, in fact, be transferred to the jurisdiction of the four provinces. I still believe that.

Senator Molgat: How widely was that report distributed? Was it sent out to anyone who wanted it?

Mr. McGrath: No, it never got out. It was aborted by the election.

Senator Molgat: Was it the intention to make that public?

Mr. McGrath: Subsequently it would have been made public. It is now in the Archives, I guess. But certainly the new minister, Mr. Siddon, would know a great deal about it.

The Chairman: We are going to invite him to speak to us. It says in the report that it should be looked at again in five years, and this is five years.

Senator Molgat: We have copies of the report, or pertinent sections of it, in the briefing material sent to us by our research staff.

Mr. McGrath: I am glad you have it. I was speaking from memory.

Senator Molgat: I was wondering whether it had gone out to the fishermen. I did not get the impression that the fishermen knew anything about it.

Mr. McGrath: It never got outside of the government. I am surprised that you got it.

Senator Molgat: Good research! May I go a little further on this matter of provincial control? Would you see it as the three provinces and the Northwest Territories forming a board of their own, altogether, on this with equal representation—because, from a production standpoint, it is very unequal. Manitoba is by far the greatest producer, and the problems are different in the various areas. Would there not be a danger that bit by bit they would fritter away into four separate systems?

Mr. McGrath: No, I do not think that would happen, for the simple reason that the federal government would not be trans-

[Traduction]

liorée depuis le début. Je crois que l'élevage du poisson est promis è un bel avenir. Nous partageons nos connaissances dans ce domaine avec le monde entier par l'intermédiaire du CRDI, le Centre de recherches pour le développement international, qui est une société d'État canadienne. Le Centre apporte ses connaissances dans bon nombre de pays du tiers-monde et ce, avec un succès appréciable.

Le sénateur Molgat: J'ai une question au sujet de l'industrie du poisson d'eau douce. Vous avez dit que lorsque vous étiez ministre, vous avez fait une enquête à ce sujet. Les pêcheurs ont-ils participé à ces discussions?

M. McGrath: Oui. En fait, la personne qui a terminé l'enquête est maintenant ministre des Pêcheries. Il était mon secrétaire parlementaire à l'époque. Vous devriez peut-être le convoquer comme témoin. Ce qui est certain, c'est qu'il a marqué des points avec les pêcheurs et les producteurs. Une fois son étude terminée, nous avons eu une rencontre officielle avec les quatre gouvernements provinciaux et en sommes venus à la conclusion que cette société d'État devrait dorénavent relever des quatre provinces. Je suis toujours de cet avis aujourd'hui.

Le sénateur Molgat: Ce rapport a-t-il eu un gros tirage? A-t-il été envoyé à tous ceux qui en faisaient la demande?

M. McGrath: Non, il n'a jamais été publié. L'entreprise a avorté à cause des élections.

Le sénateur Molgat: Votre gouvernement avait-il l'intention de le publier?

M. McGrath: Oui. Maintenant, il est aux Archives, mais le nouveau ministre, M. Siddon, en connaît certainement long sur la situation.

Le président: Nous allons l'inviter à témoigner. Le rapport disait qu'il conviendrait de revoir la question cinq ans plus tard, et cinq ans se sont maintenant écoulés.

Le sénateur Molgat: La trousse d'informations que notre personnel de recherche nous envoie contient des extraits pertinents de ce rapport.

M. McGrath: Je suis heureux que vous ayez le rapport. Personnellement, j'en parlais uniquement de mémoire.

Le sénateur Molgat: Je me demandais si les pêcheurs y avaient eu accès. Personnellement, j'ai eu l'impression qu'ils n'étaient pas au courant.

M. McGrath: Il n'a jamais été publié. Je suis surpris que vous en ayez un exemplaire.

Le sénateur Molgat: Je lève donc mon chapeau à nos recherchistes. Je voudrais vous poser d'autres questions au sujet du contrôle par les provinces. A votre avis, les trois provinces et les Territoires du Nord-Ouest devraient-ils former ensemble leur propre office de commercialisation dans ce domaine, avec une représentation égale—parce que la production, quant à elle, est très inégale? Le Manitoba est de loin le plus grand producteur et les problèmes varient d'une région à l'autre. Ne risque-t-on pas de voir le système s'effriter, et les provinces et territoires former quatre offices de commercialisation distincts?

M. McGrath: Non, je ne crains pas que cela arrive pour la simple raison que le gouvernement fédéral ne transférerait pas